

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 02/07/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SETRAD**

Plaine de Mitterand  
18110 Saint-Palais

Références : VAT20260223  
Code AIOT : 0010005151

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2026 dans l'établissement SETRAD implanté LD LES PLAINES DE MITTERAND 18110 Saint-Palais. L'inspection a été annoncée le 29/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- LD LES PLAINES DE MITTERAND 18110 Saint-Palais
- Code AIOT : 0010005151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETRAD a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux, d'une installation de stockage de déchets inertes, d'une installation de compostage, d'une installation de broyage de déchets inertes et d'une station de transit de produits minéraux sur le territoire de la commune de Saint-Palais, au lieu-dit « la Plaine Mitterand » par arrêté préfectoral du 25 août 2011 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> mars 2024 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2026.

L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux est accordée pour une durée de 28 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral initial du 27 mars 2002, soit jusqu'au 26 mars 2030 pour une capacité annuelle maximale de déchets enfouis de 90 000 tonnes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 9
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Infrastructures et installations                                    | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.3.1.1 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 5  | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.7.6   | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 7  | Lixiviats                                                           | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 8.1.2.2 | Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                           | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 12 | Installation de valorisation du biogaz                              | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.2.5   | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 14 | Prévention des risques            | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.3.4   | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 16 | Programme d'autosurveillance      | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 9.2.1.2 | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 17 | Conditions d'admission de déchets | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 8.1.1.5 | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Contenu de l'attestation producteurs SPL                            | Code de l'environnement du 12/07/2024, article R. 541-48-4.-II | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Sans objet        |
| 2  | Rapport annuel de caractérisation                                   | Code de l'environnement du 12/07/2024, article R. 541-48-3-IV  | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Sans objet        |
| 4  | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.7.3                 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Sans objet        |
| 6  | Prescriptions particulières relatives au centre de                  | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 8.1.3                 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | stockage de déchets                                                    |                                                  |                                                                                                            |                   |
| 8  | Nature des installations                                               | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 1.2.3.3 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 9  | PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE                               | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.1.4   | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 10 | Type d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques | AP Complémentaire du 13/03/2026, article 4.3.4   | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 11 | Installation de valorisation du biogaz                                 | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.2.2.7 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 13 | Installation de valorisation du biogaz                                 | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.2.6   | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 15 | Programme d'autosurveillance                                           | AP Complémentaire du 01/03/2024, article 9.2.1.1 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 18 | Type d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques | AP Complémentaire du 13/03/2026, article 4.3.12  | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 19 | Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance                  | AP Complémentaire du 13/03/2026, article 9.2.2   | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 20 | Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance                  | AP Complémentaire du 13/03/2026, article 9.2.5   | /                                                                                                          | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de l'attestation producteurs SPL

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2024, article R. 541-48-4.-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, le registre informatique de suivi des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée. L'inspection a consulté ce registre et a constaté la présence de 149 attestations sur les 158 clients soit 95 %. L'exploitant a indiqué que les attestations manquantes correspondent à celles mises œuvre en milieu d'année.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rapport annuel de caractérisation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/07/2024, article R. 541-48-3-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Admission des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, le registre informatique de suivi des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée. L'inspection a consulté ce registre et a constaté la présence de 149 rapports de caractérisation sur les 158 clients soit 95 %. L'exploitant a indiqué que les rapports manquants correspondent à ceux mis œuvre en milieu d'année.

**Pas d'écart constaté**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gardiennage et contrôle des accès

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2026

Prescription contrôlée :

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le site est sous contrôle vidéosurveillance, notamment en dehors des heures d'ouverture, les week-ends et jours fériés.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des heures d'ouverture, les week-ends et jours fériés.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'inspection des installations classées a constaté que le site est sous contrôle vidéosurveillance en permanence. Cependant, le report d'alarme n'est pas encore opérationnel. L'exploitant a indiqué à l'inspection que lors de la dernière intervention du prestataire, ce dernier n'a pas été en mesure d'établir la connexion. L'exploitant précise que pour la mise en service du report d'alarme, il est nécessaire d'ajouter un serveur informatique. Ces travaux devraient être réalisés prochainement.

**Constat : Absence de report d'alarme en l'absence de connexion de la caméra de vidéosurveillance.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

**N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2026

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau située à l'entrée du site constituée au minimum de 400 m<sup>3</sup>. Elle est mise en place à proximité des casiers en exploitation, à l'intérieur de l'exploitation. Ce bassin est plein d'eau en permanence [...],
- le bassin EP situé dans l'enceinte sur la limite sud-ouest du site disposant au minimum de 3000 m<sup>3</sup> constitue également une réserve d'eau mobilisable et accessible,
- une réserve de terre de 500 m<sup>3</sup> est utilisable en permanence sur le site, à l'endroit prévu dans le plan d'exploitation. Ce plan est constamment disponible dans le bureau du gardien,
- [...],
- des plateformes de superficie minimale de 32 m<sup>3</sup> sont aménagées près de chacune des 2 réserves d'eau susvisées pour permettre la mise en aspiration aisée des engins d'incendie. [...] Les plateformes sont convenablement entretenues et praticables en toute circonstance et en tout temps.

**Constats :**

Par courrier en date du 23 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des justificatifs de la mise en place d'une réserve d'eau d'un volume de 500 m<sup>3</sup> sur le casier n°36.

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'inspection a constaté la présence d'une bache de 500 m<sup>3</sup> sur le casier n°36, mais cette réserve n'a été remplie.

L'exploitant a indiqué que son remplissage est prévue le 23 mai 2026.

Par courriel du 29 mai 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un justificatif du remplissage de la réserve d'eau.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.7.6

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Détection des départs d'incendies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2026</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, la zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 7.7.7. sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vu de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas, une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel. Les modalités d'application du présent article sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, l'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'inspection des installations classées a constaté que le site dispose d'un dispositif de détection des départs d'incendie par l'intermédiaire d'une caméra thermique. L'inspection a constaté que cette caméra est opérationnelle.</p> <p>Cependant, le report d'alarme n'est pas en service. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la mise en service doit être effectuée le 22 juin 2026.</p> <p><b>Constat : Absence de report d'alarme en l'absence de connexion de la caméra thermique.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 6 : Prescriptions particulières relatives au centre de stockage de déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 8.1.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles générales d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2026</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>En l'absence de compacteur type « pied de mouton », les déchets sont recouverts le jour même de leur mise en place par des matériaux inertes tels que terres ou gravats, sur une épaisseur de 20 cm. Dans le cas contraire, une couche hebdomadaire de matériaux inertes de 10 cm d'épaisseur recouvre les déchets.</p> <p>Un filet mobile d'une hauteur minimale de 3 mètres est installé autour de la zone en cours d'exploitation pour éviter les envols.</p> <p>[...]</p> <p>Une quantité de matériaux de recouvrement doit toujours rester disponible et être au moins égale à celle utilisée pour 15 jours d'exploitation. Le dépôt est suffisamment compact pour ne pas comporter de vides importants ou nombreux pouvant former cheminée.</p> <p>Il ne peut être exploité qu'un seul casier par catégorie de déchets. La mise en exploitant du casier n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier n-1 qui peut être soit un réaménagement final si la cote maximale autorisée est atteinte, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers superposés.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir procédé à la mise en place d'une quantité de matériaux de recouvrement de 500 m<sup>3</sup> à proximité de la zone d'exploitation. L'inspection a constaté la présence de ces matériaux.</p> <p>L'exploitant a présenté et remis à l'inspection la procédure relative à la mise en œuvre du recouvrement des déchets en tenant compte des prévisions météorologiques les veilles de jours fériés et week-end pour anticiper les recouvrements nécessaires.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les filets mobiles de 3 mètres de hauteur sont installés autour de la zone en cours d'exploitation.</p> <p>Les déchets sont stockés dans le casier A46 depuis le 28 avril 2026. L'inspection a constaté que l'exploitant a débuté la mise en place d'une couverture provisoire sur le casier A45.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 7 : Lixiviats**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 8.1.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2026</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane, sans toutefois excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir procédé à une investigation sur le puits n°4 suite à la dernière visite. Cette investigation a permis de constater qu'une vanne était fermée sur le réseau. Suite à l'ouverture de cette vanne, la hauteur des lixiviats de ce puits est descendu à zéro.</p> <p>L'exploitant a présenté le fichier de suivi de la hauteur des lixiviats dans les puits. L'inspection a constaté que le niveau est supérieur à 30 cm sur la majeure partie des puits.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir évacué 1948 m<sup>3</sup> en station d'épuration urbaine entre le début de l'année et le 15 avril 2026. Il précise également que 700 m<sup>3</sup> de lixiviats vont être traités et utilisés en irrigation pour les TTCR.</p> <p>L'exploitant précise que le dispositif BRM devrait mis en service début juin 2026.</p> <p><b>Constat : La hauteur de lixiviats relevée dans plusieurs puits, excède les 30 centimètres.</b></p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

  

|                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N° 8 : Nature des installations</b>                                            |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 1.2.3.3 |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Origine géographique des déchets                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est autorisé à réceptionner provisoirement les ordures ménagères du SMICTOM de Sologne et des déchets ultimes non dangereux en provenance du centre de tri de la SPL Berry Nivernais pour une quantité maximale de 3 500 tonnes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre des déchets réceptionnés sur le site.</p> <p>L'inspection a consulté le registre et a constaté que l'exploitant a reçu 1003 tonnes de déchets provenant du SMICTOM de Sologne et 689 tonnes du centre de tri de la SPL Berry Nivernais.</p> <p>L'inspection a constaté que le tonnage total de déchets non dangereux reçus, respecte la quantité autorisée.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 9 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.1.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voies de circulation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement...)</li> <li>- les véhicules apportant les déchets sur le site sont systématiquement bâchés ou équipés de filets,</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.</li> </ul> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'inspection des installations classées a constaté que les véhicules apportant les déchets sont équipés de filets opérationnels. L'inspection a constaté que les voies de circulation et aires de stationnement sont aménagées conformément à l'arrêté d'autorisation. Aucun dépôt de poussières et de boues n'est présent à la sortie du site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 10 : Type d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/03/2026, article 4.3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Seuls les lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Saint-Palais peuvent être traités in-situ.</p> <p>Les lixiviats bruts de l'ISDND sont collectés dans le bassin d'aération n° 1, puis dirigés dans le bassin de décantation n° 2. Les lixiviats sont ensuite pompés et filtrés avant d'être envoyés dans le process de traitement par bioréacteur à membranes (BRM).</p> <p>La station de traitement par BRM est implanté à proximité de l'unité de production de biométhane et du bassin n° 1. Cette localisation permet d'optimiser la recirculation des boues produites par l'installation (plan d'implantation en annexe 2). Le système de traitement BRM a une capacité de traitement minimale de 12 000 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>Les lixiviats traités sont stockés dans le bassin n° 3 avant d'être utilisés en irrigation sur site dans la zone dédiée au TTCR au droit des anciens casiers n° A1, A2, A3, A6, A7, A8, A10, A11 et A12 ou rejetés au milieu naturel après contrôle de la qualité.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'installation du bioréacteur à membranes (BRM) n'est pas finalisée.</p> <p>L'inspection a constaté que son implantation à proximité de l'unité de production de biométhane et du bassin n° 1, est conforme.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce dispositif doit être mis en service dans le courant du mois de juin 2026.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 11 : Installation de valorisation du biogaz**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.2.2.7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de détection gaz - détection d'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif de détection de gaz déclenchant selon une procédure pré établie une alarme en cas de dépassement des seuils de dangers doit être mis en place dans les locaux fermés contenant les équipements. Ce dispositif doit couper l'arrivée du biogaz et interrompre l'alimentation des appareils non prévus pour fonctionner en atmosphère explosive, sans que cette manoeuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pour déclencher une explosion.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan et ils sont contrôlés régulièrement, les résultats des contrôles étant consignés par écrit.</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'installation de valorisation du biogaz ne comporte pas de locaux. Il n'y a donc pas de dispositif de détection de gaz. L'inspection a constaté qu'aucun local équipe le dispositif de traitement du biogaz.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installation de valorisation du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualité du biogaz et des rejets après combustion

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les volumes de biogaz produits et les quantités brûlées. L'exploitant réalise mensuellement des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation et portant sur les paramètres suivants : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub>. Ces résultats sont reportés sur le registre et transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Si au cours de la première année de captage du biogaz, l'évolution des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence des analyses peut être adaptée après avis de l'inspection des installations classées. Les paramètres CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub> et O<sub>2</sub> sont mesurés alors au moins trimestriellement et H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub> et annuellement.

La température de destruction du biogaz au niveau de la torchère est au minimum de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu. Les émissions de chaque installation de valorisation ou d'élimination du biogaz respectent les valeurs limites à l'émission définies dans le tableau suivant.

| Paramètres                                             | Unité              | Torchère | Microturbines | Torchère de l'unité de production de biométhane |
|--------------------------------------------------------|--------------------|----------|---------------|-------------------------------------------------|
| Concentration O <sub>2</sub> de référence sur gaz secs | %                  | 11       | 15            | 11                                              |
| CO                                                     | mg/Nm <sup>3</sup> | 150      | 300           | 150                                             |
| SO <sub>2</sub>                                        | mg/Nm <sup>3</sup> | 300      | 300           | 300                                             |
| NOx                                                    | mg/Nm <sup>3</sup> |          | 225           |                                                 |
| Poussières                                             | mg/Nm <sup>3</sup> |          | 150           |                                                 |

|                        |                    |  |    |  |
|------------------------|--------------------|--|----|--|
| COV non<br>méthaniques | mg/Nm <sup>3</sup> |  | 50 |  |
|------------------------|--------------------|--|----|--|

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est à-dire 273 K pour une pression de 103,3 kPa.

Les résultats des mesures en continu et du contrôle après 4500 heures de fonctionnement des torchères sont à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre des volumes de biogaz produits, le volume de biogaz valorisé et les quantités brûlées. L'exploitant a également présenté à l'inspection le fichier de suivi de la composition du biogaz capté.

L'inspection a consulté ce fichier et a constaté que l'ensemble des paramètres est analysé mensuellement.

L'exploitant a remis à l'inspection le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 14 octobre 2025 réalisé par la société Apave. L'inspection a consulté ce rapport et a constaté que la température de destruction du biogaz au niveau de la torchère est de 950°C dans les conditions réglementaires. Les résultats des mesures annuelles sur la torchère et turbine, respectent les valeurs limites sur tous les paramètres. Par contre, l'exploitant ne procède pas au suivi annuel des COV sur la turbine.

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle de la Wagabox réalisé par la société Europoll le 13 mars 2025. L'inspection a consulté ce rapport et a constaté que la surveillance est réalisée sur l'ensemble des paramètres prévus et les résultats sont conformes.

Lors de la visite, l'inspection a constaté sur la torchère que la température est mesurée en continu.

**Constat : L'exploitant ne procède pas à la surveillance annuelle des COV non méthaniques au niveau des turbines. Par conséquent, la conformité à la valeur limite d'émission ne peut pas être établie.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées : Avec suites**

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours                    |

**N° 13 : Installation de valorisation du biogaz**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 3.2.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des émissions diffuses                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au plus tard le 31 décembre 2024, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats des mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention relatif aux mesures des biogaz en surface réalisées le 5, 6 et 8 février 2024 par la société « Riquier Etudes Environnement ». Un certain nombre d'anomalies significatives a été relevé et des actions curatives sont à mettre en place.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé des couvertures sur certains casiers et des travaux sur les réseaux de collecte.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'une nouvelle cartographie des émissions diffuses de méthane doit être réalisée avant la fin de l'année 2026.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Pas d'écart constaté</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 14 : Prévention des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 7.3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> |

**Constats :**

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations électriques réalisée le 15 avril 2026 par la société Apave (la vérification précédente a été réalisée le 22/04/25).

L'inspection a consulté ce rapport (Q18) et a constaté que deux non-conformités ont été relevées. L'exploitant a procédé à la résorption d'une non-conformité. Il en reste une à lever.

Lors de la visite, l'exploitant a remis également à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques par thermographie réalisée le 15 avril 2026 par la société Apave (la vérification précédente a été réalisée le 24/04/25).

L'inspection a consulté ce rapport (Q19) et a constaté que quatre anomalies ont été relevées.

L'exploitant a procédé à la résorption d'une anomalie. L'exploitant a mandaté un électricien pour effectuer les réparations sur les 3 autres anomalies.

**Constat : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 15 : Programme d'autosurveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2024, article 9.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi du biogaz

**Prescription contrôlée :**

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois à minima selon les modalités prévues dans le tableau ci-dessous.

|            |                       |
|------------|-----------------------|
|            | Fréquence des mesures |
| Paramètres | Phase d'exploitation  |
| CH4        | Mensuelle             |

|     |           |
|-----|-----------|
| CO2 | Mensuelle |
| O2  | Mensuelle |
| H2S | Mensuelle |
| H2  | Mensuelle |
| CO  | Mensuelle |

#### Constats :

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre des mesures de la qualité du biogaz capté.

L'inspection a consulté ce fichier et a constaté que l'ensemble des paramètres est surveillé mensuellement.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 16 : Programme d'autosurveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2024, article 9.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

|            | Fréquence  | Fréquence     | Fréquence                                       |
|------------|------------|---------------|-------------------------------------------------|
| Paramètres | Torchère   | Microturbines | Torchère de l'unité de production de biométhane |
| CO         | Annuelle * | Annuelle      | Annuelle *                                      |
| SO2        | Annuelle * | Annuelle      | Annuelle *                                      |
| NOx        | /          | Annuelle      | /                                               |
| Poussières | /          | Annuelle      | /                                               |

|                        |   |          |   |
|------------------------|---|----------|---|
| COV non<br>méthaniques | / | Annuelle | / |
|------------------------|---|----------|---|

\* ou toutes les 4500 heures de fonctionnement si la torchère fonctionne moins de 4500 heures par an.

**Constats :**

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté et remis à l'inspection des installations classées le rapport des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 22 mai 2025 par la société Apave ainsi que rapport de contrôle de la Wagabox réalisé par la société Europoll le 13 mars 2025. L'inspection a consulté ces rapports et a constaté que les mesure sont réalisées annuellement sur la torchère, les turbines et la Wagabox, et sur tous les paramètres hormis les COV sur les turbines. Les mesures précédentes ont eu lieu le 26 avril 2024.

**Constat : L'exploitant ne procède pas à la surveillance annuelle des COV non méthaniques au niveau des turbines.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 17 : Conditions d'admission de déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2024, article 8.1.1.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle par vidéo au déchargement des déchets non dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes est mis en place. Le traitement de données à caractère personnel mis en oeuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1°, du chapitre 1° du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé,</li> <li>- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</li> </ul> |

**Constats :**

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la caméra permettant de lire les plaques d'immatriculation des véhicules est tombé en panne le 18 mai 2026.

La deuxième caméra fonctionne et permet de contrôler les déchargements.

L'exploitant précise à l'inspection qu'un enregistrement des images est réalisé sur un an.

**Constat : Le dispositif de contrôle par vidéo des plaques d'immatriculation des véhicules n'est pas opérationnel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 18 : Type d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/03/2026, article 4.3.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales et des lixiviats épurés

**Prescription contrôlée :**

Les lixiviats bruts sont traités sur site dans les bassins n° 1 (bassin d'aération) et n° 2 (bassin de décantation), puis par un traitement par bioréacteur à membranes (BRM) permettant de respecter les valeurs limites d'émission fixées pour chacun des paramètres visés au présent article. Dès lors, ces lixiviats sont appelés lixiviats épurés et sont stockés dans le bassin n°3 (bassin lixiviats épurés).

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées et des lixiviats épurés dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet des eaux pluviales vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage sous l'article 4.3.5.) et référence N°3 (Cf. repérage sous l'article 4.3.5.) pour l'irrigation des plantations de TTCR (taillis à très courtes rotations) ou rejet au milieu récepteur.

| Paramètres | Code sandre | Valeurs limites en moyenne journalière                      |
|------------|-------------|-------------------------------------------------------------|
| pH         | 1302        | Entre 5,5 et 8,5                                            |
| MES        | 1305        | < 100 mg/l si flux journalier max. <15 kg/j<35 mg/l au-delà |

|                      |      |                                                                                   |
|----------------------|------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|                      |      | max. <15 kg/j<35 mg/l au-delà                                                     |
| COT                  | 1841 | < 70 mg/l                                                                         |
| DBO5                 | 1313 | < 100 mg/l si flux journalier<br>max. <30 kg/j<30 mg/l au-delà                    |
| DCO                  | 1314 | < 300 mg/l si flux journalier<br>max. <100 kg/j<125 mg/l au-delà                  |
| Azote global         | 1551 | Concentration moyenne<br>mensuelle < 30 mg/l si flux<br>journalier max. > 50 kg/j |
| Phosphore total      | 1350 | Concentration moyenne<br>mensuelle < 10 mg/l si flux<br>journalier max. > 15 kg/j |
| Indice Phénols       | 1440 | < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1<br>g/j                                           |
| Métaux totaux dont : | 8095 | < 15 mg/l                                                                         |

|      |      |                                         |
|------|------|-----------------------------------------|
| Cr6+ | 1371 | < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1<br>g/j |
| Cr   | 1389 | < 0,5 mg/l si le rejet dépasse 1<br>g/j |
| Hg   | 1387 | < 0,05 mg/l                             |
| Cd   | 1388 | < 0,2 mg/l                              |
| Pb   | 1382 | < 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5<br>g/j |
| As   | 1369 | < 0,1 mg/l                              |
| Zn   | 1383 | < 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5<br>g/j |
| Cu   | 1392 | < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5<br>g/j |
| Ni   | 1386 | < 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5<br>g/j |

|                     |      |                                       |
|---------------------|------|---------------------------------------|
|                     |      | g/j                                   |
| Ion fluorure (en F) | 7073 | < 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j |

|                      |      |                                       |
|----------------------|------|---------------------------------------|
| CN libres            | 1084 | < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j  |
| Hydrocarbures totaux | 7009 | < 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j |
| AOX                  | 1106 | < 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j   |

Nota : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. »

#### Constats :

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport des analyses effectuées le 4 février 2026 par la société IRH.  
L'inspection a consulté ce rapport et a constaté que l'ensemble des paramètres a fait l'objet d'un suivi et que les valeurs limites sont respectées.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 19 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/03/2026, article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires

#### Prescription contrôlée :

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

Surveillance des eaux de surface (eaux de ruissellement amont, eaux de l'affluent du Barangeon amont et aval et point n°1

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|  |  |  |

Voir tableau dans APC

**Constats :**

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la campagne de mesure est prévue le 22 mai 2026 (semestrielle pour une partie des paramètres et annuelle pour le reste des paramètres (voir tableau 1 à l'article 9.2.2).

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des mesures effectuées le 10 mars et le 1<sup>er</sup> décembre 2025. L'inspection a consulté ces documents et a constaté que l'ensemble des paramètres a fait l'objet d'un suivi.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/03/2026, article 9.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir des 8 piézomètres.

Surveillance des eaux souterraines sur les 4 piézomètres profonds (Pz1, Pz2, Pz3 et Pz4) et les 4 piézomètres superficiels (Pz1 bis, Pz2 bis, Pz3 bis et Pz4 bis)

| Paramètres | Code Sandre | Autosurveillance assurée par l'exploitant (fréquence) |
|------------|-------------|-------------------------------------------------------|
|            |             |                                                       |
|            |             |                                                       |

Voir tableau dans APC

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

**Constats :**

Lors de la visite du 20 mai 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport des mesures effectuées en 2025.

L'inspection a consulté ce rapport et a constaté que la surveillance des eaux souterraines a bien été réalisée sur les piézomètres superficiels (Pz1 bis, Pz2 bis, Pz3 bis et Pz4 bis), sur l'ensemble des

paramètres et dans le respect de la fréquence. Les campagnes de mesures ont eu lieu les 10 mars, 11 juin, 11 septembre et 1<sup>er</sup> décembre 2025.

L'inspection a constaté que la surveillance des eaux souterraines par les piézomètres profonds (Pz1, Pz2, Pz3 et Pz4) n'a pas pu être réalisée lors de la campagne du 11 juin 2025, par manque de hauteur d'eau, hormis sur le piézomètre n°2. L'ensemble des paramètres a fait l'objet d'une surveillance sur le PZ n°2.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la surveillance des eaux souterraines sera réalisée suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2026. Un suivi semestriel sur l'ensemble des piézomètres (profonds et superficiels). L'exploitant a précisé que la campagne de mesure est prévue le 22 mai 2026.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées : Sans suite**